

Un Anglais décrit l'horreur de Saint-Denis sous l'islam...

écrit par Jack | 30 juillet 2018



Promenade dans Saint Denis, baril de poudre à quelques km de la Tour Eiffel

28 juillet 2018 par Andrew Malone

(Andrew Malone vit et travaille à Whitstable, dans le Kent ; il écrit des livres depuis 2007)

Andrew Malone s'est aventuré dans le département de Saint Denis pendant une semaine, un quartier devenu le chez-soi de quelques 300 000 migrants illégaux. Au café World Express, des groupes d'hommes discutent en arabe.

À chaque coin de rue, des hommes fument le narguilé en discutant, encore une fois, en arabe.

Des femmes voilées, parfois intégralement, font leurs emplettes, toujours accompagnées d'un homme, vraisemblablement de leur famille.

En tant qu'europpéen blanc, j'attire des regards étranges.

Quand je sors mon téléphone portable pour prendre une photo,

un jeune homme saute devant moi, agitant son index devant mon visage en criant: « *La ! La ! La !* » (*Non ! Non ! Non !*).

Pourtant, ce n'est pas une destination exotique et lointaine. C'est la France.

De plus, c'est Paris et seulement à quelques km de la Tour Eiffel. La raison de toute cette activité, dans un domaine que même l'agent immobilier le plus optimiste aurait du mal à vendre comme « *cosmopolite et bohème* », est plutôt simple : l'immigration à une gigantesque échelle.

Cette zone s'appelle Saint Denis, au nord-est de la ville, dont la basilique abrite les restes de nombreux rois et reines de France.

Récemment, il a été rapporté que ce district tentaculaire abritait maintenant jusqu'à 300 000 migrants illégaux, dont beaucoup dépendent du crime ou de **l'économie noire** pour gagner de l'argent.

La population légale officielle de Saint Denis est estimée à 1,5 million habitants.

Une précision : selon des parlementaires dans un nouveau rapport qui fait beaucoup de bruit, pas moins de 420 000 résidents légaux vivent ici **en dessous du seuil de pauvreté officiel**.

L'ampleur du problème s'accroît chaque jour. Environ 80 migrants arrivent à Paris toutes les 24 heures, 550 par semaine.

Beaucoup se dirigent vers Saint Denis en raison de la proximité des transports publics, y compris les lignes de chemin de fer vers la côte nord et la Grande-Bretagne.

Des camps de migrants, installés dans des tentes le long de la Seine dans cette région de Paris, ont été détruits par la police en mai ; les occupants n'ont pas été emmenés dans des

centres de détention après ce raid.

Mais il y a toujours des « *campeurs* » partout, ainsi que des gens qui dorment dans les rues.

On dénombre environ 135 nationalités différentes à Saint Denis, pour la plupart extrêmement pauvres, et parmi eux environ 600 000 musulmans d'Afrique du Nord ou d'Afrique subsaharienne.

« *Le défi* », déclare Philippe Dallier, sénateur de Paris, « est d'empêcher Saint Denis de devenir un immense ghetto ethnique de deux millions d'habitants d'ici 20 ans ».

Bonne chance monsieur, comme on ne le dit pas dans ce quartier grouillant, où parler arabe est plus utile que le français.

Après avoir passé plusieurs jours à Saint Denis, il est clair pour moi que la région est déjà perdue pour la France, pour la loi française, pour l'égalité, la liberté religieuse et même l'accès à la rue par la police elle-même. Il s'agit bel et bien d'un état parallèle, un état dans l'état, avec ses propres règles et ses tribunaux religieux, où l'allégeance à l'islam passe avant la fidélité à la France.

Ici, j'ai vu une femme qui vendait ouvertement de la drogue, action illégale en vertu d'une loi française votée pour favoriser l'intégration.

Personne n'a bronché !

J'ai vu des gens acheter et vendre de la drogue ouvertement.

Quelle est la loi appliquée dans les tribunaux coraniques de Saint Denis, où les juges islamiques dispensent les mêmes formes de justice que celles pratiquées dans les pays d'où beaucoup ont fui ? La charia...

Comme je l'ai découvert, d'autres fois et religions sont chassées de Saint Denis.

Lorsque des hélicoptères ont survolé la zone en formations pour la préparation de la fête nationale du 14 juillet, un homme a fait semblant de tirer dessus avec une mitrailleuse.

Un autre l'a repoussé et a fait semblant de lancer un missile, suivant la trajectoire imaginaire de celui-ci jusqu'à ses cibles et s'exclamant : « *Bang !* »

Tout le monde a ri.

Plus loin dans la rue, il y avait une vague d'activité. Une femme était entourée alors qu'elle ouvrait un énorme sac plein de téléphones, de chaussures, de lunettes de soleil et de sacs à main, clairement volés aux touristes ou aux Parisiens.

Les marchandises ont été rapidement vendues et la foule s'est dispersée.

La police admet que le quartier est une zone « interdite » où elle ne pourra pénétrer, que bien armée, à quatre dans un véhicule.

Pendant ce temps, les politiciens gauchistes essaient de nier les problèmes : Anne Hidalgo, maire socialiste de Paris, avait annoncé qu'elle allait poursuivre Fox News, la chaîne de télévision américaine de droite qui soutient Trump, pour avoir prétendu qu'il y avait en France des zones de non-droit, « *ouvertes uniquement aux musulmans* ».

Le poursuite en justice ne s'est jamais manifestée, car il est certainement impossible de nier que le nombre de migrants appauvris en France provoque une dislocation sociale dangereuse.

Les attentats épouvantables de novembre 2015, perpétrés par des tueurs de l'État islamique locaux, ont mis en lumière les problèmes qui peuvent surgir des ghettos d'immigrants.

Le carnage a commencé près du Stade de France, le stade national de sport, qui se trouve à Saint Denis, où certains

tueurs ont cherché refuge après les attentats.

Cent trente personnes sont mortes en une seule nuit, de violence impliquant des attentats suicides et des tirs de kalachnikov autour de bars, cafés et autres lieux, y compris la salle de concert du Bataclan.

Cinq jours après les attentats, le cerveau présumé a été découvert dans un appartement par un raid comptant des centaines de policiers.

« La police n'avait aucune idée de qui il était et tirait pratiquement à vue parce que tout le monde était suspect », m'a dit un local, témoin du raid de la police. « Les terroristes avaient loué des chambres sans qu'on leur pose de questions et étaient parfaitement à l'abri pour poursuivre leurs crimes ».

Le Premier ministre de l'époque, Manuel Valls, a parlé d'un « apartheid géographique, social et ethnique » et que « ces derniers jours ont beaucoup souligné le mal qui ronge notre pays ».

L'attentat du 14 juillet 2016 à Nice a fait 87 morts, dont le terroriste, et 458 blessés, lorsqu'un camion-bélier a foncé dans la foule sur la Promenade des Anglais.

Depuis lors, comme je l'ai découvert, la situation s'est détériorée à bien des égards, même si, heureusement, il n'y a pas eu d'autre attaque terroriste majeure.

Il y a environ 350 djihadistes connus vivant à Saint Denis, tandis que 1700 seraient rentrés en France après avoir combattu pour l'EI en Syrie, outre 15 000 migrants soupçonnés d'être des terroristes.

A Saint Denis même, il y a un nombre record de mosquées : 160 officielles et davantage d'officieuses, contre 117 églises catholiques et 60 protestantes.

Pourtant ce sont les mosquées non autorisées, installées dans des sous-sols et des garages, que les autorités craignent le plus.

« Les imans en charge de la radicalisation utilisent ces lieux de culte cachés pour influencer les jeunes et les plus malléables », m'a déclaré un policier chevronné qui travaille à Saint Denis depuis plus de vingt ans, ajoutant : « Les salafistes, adeptes d'une forme extrême de l'islam, imposent la règle de la religion, de sorte que notre influence est extrêmement réduite. Ces extrémistes sont ceux qui motivent les jeunes vers le terrorisme ».

Une grande partie de l'activité de collecte de fonds provient du trafic de drogue par les gangs, en majeure partie musulmans.

Dans un immeuble d'habitation situé non loin de l'endroit où je séjournais, l'ampleur de l'opération était évidente.

Comme dans un grand magasin, différentes drogues sont vendues à différents étages.

Des Marocains et Nord-Africains vendaient du hashish à 10 euros le sac au deuxième étage.

À l'étage suivant, deux jeunes Africains de l'ouest, l'un aux cheveux teints en rose, l'autre aux cheveux blonds, distribuaient de la marijuana à 20 euros le sac.

Plus haut encore, des Africains noirs plus âgés vendaient de la cocaïne à 20 euros enveloppée dans une petite feuille de plastic. À l'étage supérieur, c'était de l'héroïne et, il y avait apparemment aussi une pièce réservée à l'injection.

À ce moment-là, j'ai dit à l'un des gars que j'étais journaliste et lui ai demandé si nous pouvions avoir un entretien.

Un personnage trapu dans une chemise de sport rouge Ellesse,

parfaitement détendu, m'a souri et m'a poliment dit en anglais « *No – go.* » (*Non – allez-vous en*).

Je suis parti.

De nombreux endroits semblaient opérer de la même manière, avec des jeunes gardant les portes d'entrée et des « *guetteurs* » dans les rues, en face des immeubles, pour signaler la police ou d'autres gangs, les drogues étant détenues et vendues à l'intérieur.

Rabbi Yisroel Belinow, 50 ans, est soit un imbécile, soit très courageux.

Alors que je marchais près d'une mosquée, je l'ai vu regarder par sa fenêtre. Sa maison a été incendiée en 2009, ainsi qu'un restaurant casher tout à côté.

Depuis, il a vu d'autres juifs fuir la région et son père mourant l'a supplié de partir avant qu'il ne soit trop tard.

Il est venu me parler, mais a décliné mon invitation de nous promener dans les rues. « *Mes parents sont venus de Russie et de Pologne* », m'a-t-il dit.

« Quand j'étais petit, il y avait les blagues habituelles entre les enfants; on se moquait les uns des autres, mais il y avait toujours une limite. Je pouvais aller où je voulais quand je le voulais. Le problème maintenant est que les gens viennent en France et veulent la changer. Et ce qu'il y a de pire est qu'ils veulent forcer les gens d'ici à changer. Je sais que j'ai l'air différent. La haine est évidente ; des types crachent quand on passe devant. Je respecte ce pays parce que j'y suis né. Je respecte les lois de ce pays. Je respecte Noël même si cela n'a rien à voir avec le fait d'être Juif ».

« Maintenant », continue Rabbi : « ils ne laissent pas les fêtes de Noël se dérouler.

La France existe depuis des milliers d'années.

**Si je n'aimais pas ses lois, je partirais dans un autre pays.
Ce n'était pas comme ça avant.**

Au début, les Français voulaient aider.

La charité dont ces personnes, les migrants récents, ont profité était formidable. Et puis vous vous réveillez et vous réalisez très vite que cela ne fonctionne qu'à sens unique. Beaucoup de gens sont partis ».

Mireille Knoll, grand-mère juive de 85 ans et survivante de l'Holocauste, avait promis de ne jamais quitter Paris ; elle a été poignardée à mort dans son appartement en mars dernier.

Deux hommes dans la vingtaine ont été inculpés de meurtre ; l'un d'eux, a affirmé la famille de Mme Knoll, était un voisin musulman qu'ils connaissaient depuis son enfance.

Le fils de la défunte a déclaré : *« Au début, nous n'étions pas sûrs que le meurtre était dû à l'antisémitisme. Nous avons attendu que la police le dise, et maintenant nous savons que c'est la vérité ».*

Alors que seulement quelques centaines de personnes assistent à la messe hebdomadaire à la basilique, des milliers de musulmans affluent dans les mosquées de la région pour les prières du vendredi ; outre ceux qui prient dans les rues, rarement interrompus par les pouvoirs publics.

Ce sont les femmes qui souffrent le plus. Non loin des trafiquants de drogue à l'extérieur d'un refuge pour femmes que j'ai visité, j'ai rencontré celle qui l'a organisé, la gynécologue Ghada Hatem, qui m'a dit que près d'une patiente sur cinq a été victime d'excision, mutilation génitale féminine (MGF).

Maintenant spécialiste de la réparation de ces mutilations intimes, Ghada Hatem, originaire du Liban, dit qu'elle est en

contact quotidien avec « des femmes qui me parlent des horreurs qu'elles vivent chez elles ». Sarah Oussekiné, d'origine algérienne et qui dirige un groupe appelé la Voix d'Elles Rebelles à Saint Denis, m'a dit : « Quand vous demandez aux filles pourquoi elles se mettent à porter le voile, et elles sont de plus en plus nombreuses, elles vous disent que c'est un acte de foi, mais en fait, quand vous creusez plus profondément, elles doivent le porter pour leur sécurité ».

Tout ceci, bien sûr, a créé une atmosphère toxique et incendiaire dans cette banlieue parisienne, avec des groupes musulmans affirmant qu'ils sont victimes de harcèlement, de violence policière et de discrimination religieuse et raciale. Des émeutes avaient éclaté début 2017 après qu'un jeune noir s'était plaint d'avoir été violé avec un bâton par des policiers (la « fameuse » affaire Théo).

<http://www.dailymail.co.uk/news/article-6001135/A-devastating-report-reveals-300-000-illegal-migrants-living-one-French-suburb.html>

(Un petit complément tiré d'un article du 28 juillet par Pamela Galler qui incorpore d'ailleurs l'article d'Andrew Malone traduit ci-dessus : <https://gellerreport.com/2018/07/powder-keg-paris.html/>)

« Des centaines de djihadistes connus vivent à Saint Denis, dont quelques 1700, de retour en France, se seraient battus dans les rangs de l'Etat islamique en Syrie ; 15 000 personnes vivant en France sont soupçonnées de terrorisme ».

« Depuis une dizaine d'années, des collègues et moi le disent, sous les calomnies, les moqueries et les injures, lesquelles continuent aujourd'hui même.

Tout se produit, comme nous l'avions prévu. Malgré cela (*ou sans doute à cause de cela*), nous sommes toujours marginalisés et diabolisés.

Les massacres pour la cause de l'islam sont balayés sous le tapis comme « *maladie mentale* ».

La terreur du djihad est maintenant une opportunité pour la dawah (*incitation à inviter les non-musulmans à l'islam*), pour répandre l'islam, la religion de paix. Deux enfants morts à Toronto, les événements de Nice, Manchester, Berlin, etc. ne provoquent aucune réflexion ni aucun changement dans la narration des faits.

C'est une maladie sociale paralysante. Et cela ne peut qu'empirer. Pour Paris, c'est juste une question de temps .

Traduit par Jack pour Résistance Républicaine.

Note de Jack.

J'ajoute que le site de Pamela Geller vit (ou désormais « vivait » de nombreuses publicités contrôlées par Google. Sous l'influence de Google, les publicités se raréfient et, avec elles, les rentrées de fonds.

De plus, les géants que sont Facebook et Twitter ont bloqué les comptes de Pamela Geller, mais elle n'entend pas pour autant renoncer car, comme elle le dit :

« Jamais le monde libre n'a eu autant besoin d'un journalisme indépendant ».

Je vous rappelle que c'est Pamela Geller qui a mis en échec le projet de mosquée géante à l'emplacement des twin towers à New York :

<http://resistancerepublicaine.com/2018/04/08/pamela-geller-lam-ericaine-qui-a-mis-en-echec-le-projet-de-mosquee-geante-a-leemplacement-des-twin-towers/>)